



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Levée des brevets : première victoire, amplifions la mobilisation !

Mercredi 5 mai, le Président des Etats-Unis a annoncé qu'il était favorable à la levée des brevets sur les vaccins anti-Covid. Il s'agit d'une première victoire suite à la mobilisation internationale de très nombreux acteurs, dont la CGT avec la campagne #pasdeprofitsurlapandémie.

Ceci a contraint Emmanuel Macron à infléchir sa position sans toutefois trancher clairement : il s'est dit « favorable à l'ouverture de la propriété intellectuelle »... tout en ajoutant que « la levée des brevets n'est pas la solution ». **La CGT appelle le gouvernement français à prendre une position claire à l'OMC et à Bruxelles et à défendre l'intérêt des populations au lieu de celui des industriels. Il s'agit d'une urgence alors que chaque jour, des dizaines de milliers de personnes meurent du COVID !**

En effet, alors qu'en octobre 2020 l'Inde et l'Afrique du Sud demandaient une levée des brevets à l'OMC (lieu de discussion sur ces droits de propriété), la France s'y opposait avec les autres pays du Nord. Ces pays riches préféraient ainsi se soumettre aux intérêts de quelques grandes entreprises pharmaceutiques à l'instar de Pfizer qui a déjà empoché 26 milliards de profits sur les vaccins. Reprenant l'argument phare des industriels le Président de la République prétend que les pays pauvres seraient dans l'incapacité technologique de produire les vaccins même s'ils en avaient la recette. Emmanuel Macron propose donc de développer la « solidarité et l'efficacité des pays riches vers les pays pauvres » et de faire don de doses aux soignants d'Afrique. Il appelle à renforcer le dispositif « covax » conçu pour venir en aide aux pays du Sud et à la solidarité des autres pays du Nord. Quelle hypocrisie ! Quel mépris ! Nous ne pouvons plus confier le destin de milliards de personnes à la Charité des pays riches et au bon vouloir des entreprises industrielles alors mêmes qu'elles se sont montrées incapables de gérer une production à la hauteur des besoins jusqu'ici. Les pays du Sud ne demandent surtout pas la charité ils réclament la levée des brevets, parce que leurs usines sont prêtes à produire et à livrer des milliards de doses de vaccin si on leur donne seulement la formule.

La CGT appelle à amplifier la mobilisation pour faire des vaccins un bien commun mondial

Pour que ces questions soient débattues à la commission européenne, la CGT est engagée avec une large coalition d'ONG, d'associations, de syndicats et d'experts de la santé au niveau européen dans l'Initiative citoyenne européenne (ICE) « #Right2cure : [Pas de profit sur la pandémie](#) ». En récoltant 1 million de signatures dans au moins 7 pays européens, nous pourrions exiger que soit débattu à la commission européenne un changement législatif concret sur ces questions.

De plus, pour que la santé devienne un bien commun et que cette situation ne se reproduise plus jamais, la CGT continue d'exiger la création d'un [pôle public de santé](#) rattaché à la Sécurité sociale. Ce dernier intégrerait la recherche pharmaceutique et les industries de santé et regrouperait tous les acteurs, patients comme travailleurs du secteur dans la sa gouvernance. Il serait ainsi soustrait de toute mainmise des laboratoires privés, des entreprises d'assurance et de la logique capitaliste de retour sur investissements pour une vraie réponse aux besoins sociaux.